LUTTE OUVRIÈRE

Pour que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier

Hebdomadaire - 1 F | Paraît le mercredi ● 28 août 1968 | N° 6

Electricité et Gaz :

HAUSSE ET MANŒURE POLITIQUE

(voir page 6)

RETRAIT IMMEDIAT DES TROUPES SOVIETIQUES DE TCHECOSLOVAQUIE

UNE FOIS DE PLUS L'ARMÉE QUI FUT CELLE DE LA RÉVOLUTION IMPOSE LE TALON DE FER DE LA BUREAUCRATIE RUSSE

(Voir page 3)

(Photo A.F.P.)

CONTRAIREMENT à toute attente, qui fut aussi la nôtre, la bureaucratie soviétique a choisi l'attitude la plus dure, la plus violente vis-à-vis de Prague. Elle a choisi d'user des canons, des chars et de la mitraille pour imposer au peuple tchèque sa volonté, sa politique, son ordre.

Loin de nous les lamentations hypocrites des bonnes âmes bourgeoises dont l'aune politique et les critères moraux subissent de singulières modifications suivant que l'agresseur est américain ou russe. Il est cependant clair même pour ceux qui sont attachés à ce qui reste de progressif dans la société soviétique malgré sa gangrène bureaucratique et qui reconnaissent à l'U.R.S.S. le droit de se défendre contre l'impérialisme, qu'aucune nécessité militaire, aucune raison de défense ne pouvait justifier l'agression des troupes soviétiques contre la Tchécoslovaquie.

La bureaucratie russe a assumé en Tchécoslovaquie la charge qu'elle assume depuis près d'un quart de siècle dans l'Est européen : celui du gendarme de cette région du monde. Elle l'a assumée avec le même cynisme sinon — pour l'instant — avec la même brutalité qu'en Hongrie en 1956.

Certes, la situation n'est pas identique à celle d'il y a 12 ans. En Hongrie les chars russes sont intervenus pour écraser une insurrection prolétarienne. Rien de tel en Tchécoslovaquie, à moins que ce soit précisément la brutale intervention soviétique qui déclenche un processus de mobilisation du prolétariat. Mais même l'effervescence des milieux intellectuels, même l'expression plus ou moins ouverte de l'aspiration à la liberté suffirent à inquiéter les bureaucrates russes. Il fallait que l'ordre règne. Et c'est à la fois pour maintenir cet ordre et pour reconsolider sa mainmise sur l'Etat tchèque que la bureaucratie soviétique a décidé de frapper, de frapper fort et dur.

Mais que les compassions aussi criardes qu'hypocrites de ceux du camp impérialiste ne nous trompent pas. Les maîtres du Kremlin sont intervenus contre Prague en sachant qu'ils prenaient un minimum de risque et cela pas seulement parce que les agresseurs du Vietnam n'avaient aucun droit moral de reprocher quoi que ce soit aux agresseurs de la Tchécoslovaquie. Il se révèle que l'impérialisme — tout au moins jusqu'à ce qu'il estime le moment venu d'en découdre définitivement avec l'U.R.S.S. — respecte plus les zones d'influences, les chasses gardées, que l'on aurait pu croire. Et c'est avec l'accord tacite, si ce n'est après le consentement clairement exprimé des impérialistes américains, que la bureaucratie soviétique est intervenue. Les uns et les autres ont en commun la haine contre toute aspiration populaire à toute forme de liberté et la volonté de faire respecter leur ordre et leur domination sur leurs zones respectives.

A l'heure où nous écrivons, il est difficile de prévoir quelle sera la forme de résistance du peuple tchécoslovaque, son étendue et surtout, son efficacité. Mais cette résistance existe et elle se développe d'heure en heure. Les troupes d'occupation ne trouvent aucun soutien dans aucune couche de la population et certainement pas au sein de la classe ouvrière au nom de laquelle elles ont le front d'intervenir.

Le combat du peuple tchèque n'a peut-être pas un contenu socialiste. C'est un combat pour le simple droit de ne pas subir les bottes des bureaucrates du Kremlin, pour défendre les quelques espoirs de libéralisation dont ces bureaucrates précisément se sont révélés dans le passé comme aujourd'hui les ennemis les plus féroces.

Mais les intérêts du socialisme ne sont pas du côté des troupes d'intervention soviétiques, malgré les affirmations de Brejnev et consort. Pas même les impératifs de la défense de l'U.R.S.S. Au contraire, à cause de la politique criminelle de la bureaucratie qui la dirige, l'Union soviétique sortira des événements encore un peu plus affaiblie face à l'impérialisme.

C'est dans le soutien actif du prolétariat international et dans la sympathie des peuples que les dirigeants révolutionnaires de l'U.R.S.S. d'il y a cinquante ans ont vu la principale force de l'Etat ouvrier. C'est dans la terreur qu'inspire leur puissance militaire au prolétariat et aux masses populaires de leur glacis que la voient les bureaucrates d'aujourd'hui.

Dans ce conflit les révolutionnaires réclament le retrait immédiat des troupes d'invasion de la Tchécoslovaquie, et le droit du peuple tchèque de se débarrasser de la mainmise des bureaucrates russes sur son pays.

AU PRIX DU MASSACRE DES BIAFRAIS L'UNITÉ DU NIGÉRIA NE PROFITERA QU'A L'IMPÉRIALISME

(voir page 8)

VIVE L'EUZKADI LIBRE

VIVE L'ESPAGNE LIBRE

(voir page 6)

Les entretiens de Moscou :

PAS PLUS PAR DUBCEK, QUE PAR LES RUSSES LE PEUPLE TCHEQUE N'ACCEPTERA DE LIBERTÉ SURVEILLÉE

A l'heure où nous écrivons, les négociations de Moscou se poursuivent encore entre dirigeants russes et tchèques. On ne peut guère savoir quel sera le compromis exact sorti de ces discussions, ce qu'auront donc gagné sur le papier les Russes à l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Que pourront-ils y gagner dans la réalité ? C'est encore un autre problème qui ne se règle pas à Moscou seulement, mais aussi à Prague même.

Les observateurs ont souligné les jours suivant l'invasion l'impréparation politique de celle-ci, impréparation qui s'opposait à l'exécution militaire aussi parfaitement réalisée que peut le faire une armée d'invasion puissante.

Très probablement la bureaucratie soviétique escomptait une situation où une différenciation politique se soit manifestée entre les différentes couches de la population, et, dans l'appareil d'Etat. En Hongrie, au moment de la deuxième intervention russe, l'insurrection a déjà partiellement séparée dans les faits, sinon dans les consciences, certaines couches de la société d'autres. Le prolétariat en particulier a eu le temps de former ses propres organes de classes et commencer à mener dans les faits, une politique autonome.

Ce fait-là permit à la bureaucratie russe de trouver au sein des couches privilégiées hongroises et surtout au sein de l'appareil d'Etat, des alliés effrayés par la montée prolétarienne. Elle a su imposer ces alliés après avoir militairement vaincu l'insurrection, annihilé les organes qu'elle s'est donnée, rayé dans un bain de sang l'insurrection.

En Tchécoslovaquie cependant, l'invasion russe, menée en quelque sorte avant terme, avait au contraire ressoudé l'unité nationale, privilégié le contenu national du combat. Et c'est sur cette base, sur la base d'une très grande unité nationale, que les dirigeants tchèques bénéficiaient et bénéficient encore du soutien de l'ensemble de la population. Inversement, c'est en raison de cette unité nationale ressoudée derrière eux que les dirigeants Tchèques sont sûrs de leur affaire, en particulier de ne pas être débordés.

Aussi, les occupants russes qui escomptaient au début ou bien contraindre Dubcek à avaliser leur intervention et éventuellement jouer le rôle de Gomulka, ou le cas échéant, trouver au sein de l'appareil d'état national des soutiens pour remplacer Dubcek par une autre équipe, ont trouvé des dirigeants unanimes à résister. Même les dirigeants aux sympathies le plus ouvertement pro-russes, ont préféré ne pas s'engager sur la voie de la collaboration.

Dès le moment, où les russes n'ont pas réussi au début — et s'il ne l'ont pas réussi, c'est que déjà à ce moment une telle solution n'était plus possible — la situation ne pouvait évoluer que défavorablement pour eux. Le désir de conserver les libertés acquises, le sentiment national ont été exarcerbés et l'armée de la bureaucratie a trouvé face à elle une population décidée à résister farouchement et aidée par dessus le marché par la plupart des images de l'appareil d'état national.

Dans ces conditions, il n'existe pas de solution réelle pour la bureaucratie russe. Elle a l'air d'avoir choisi de reculer et admettre une solution de compromis, ce que prouve la participation de Dubcek aux négociations de Moscou, alors même que dans l'intervalle de ces négociations et celles, secrètes du premier jour de l'occupation, il a été particulièrement attaqué.

Mais, si la bureaucratie peut imposer une solution de compromis à la direction tchèque, encore faut-il que celle-ci puisse l'imposer au peuple (au demeurant, c'est certainement la raison de la participation de Dubcek aux négociations de Moscou : un texte non signé par lui apparaîtrait dès l'abord comme une trahison).

Mais Dubcek lui-même pourrait-il imposer à son peuple un compromis nettement favorable aux Russes ? Etant donné l'actuelle mobilisation populaire, cela semble à peu près exclu. Malgré la présence des troupes d'occupation, le peuple tchèque connaît une très grande liberté, dans le plein sens du terme. Des tracts, des journaux, des réunions se multiplient où chacun participe, chacun prend des initiatives, chacun agit. Dubcek ne peut pas restreindre la liberté en deçà de ce dont bénéficiait le peuple durant l'occupation elle-même afin d'obtenir la fin de cette occupation. Donc, quels que soient les textes signés, ou bien ils seront considérés comme une trahison par le peuple tchèque et non acceptés s'ils ne comportent pas la promesse des troupes soviétiques de se retirer, ou alors si les troupes soviétiques se retirent, on se demande comment Dubcek pourrait faire accepter une restriction des libertés du temps d'occupation. Accepter un tel compromis de la part des Russes permettrait de sauver la face, mais dans les faits il ne ferait au mieux qu'entériner la situation d'avant l'intervention, par conséquent reconnaître que l'intervention n'a servi à rien.

Bien entendu, la bureaucratie peut faire un autre choix. Les troupes soviétiques peuvent rester un temps indéterminé, acceptant le risque d'une résistance armée clandestine. Or, contrairement à la Hongrie qui fut vaincue militairement à la suite d'une insurrection ouverte, permettant des affrontements ouverts, la Tchécoslovaquie n'a pas été militairement vaincue. Son peuple peut choisir une forme de résistance moins ouverte, moins mobilisatrice, mais plus adaptée aux conditions d'occupation.

A moins que les pourparlers tournent au point de provoquer une explosion que l'armée russe briserait.

Sans un tel bain de sang préalable et décourageant toute tentative de résistance, l'occupation russe serait dure pour l'armée russe ele-même. Mais la bureaucratie peut faire ce choix, procédant du même raisonnement que l'impérialisme américain au Viet-Nam, et elle a le moyen de le réaliser.

Dans ces conditions, les observateurs peuvent spéculer pour savoir si les Russes n'ont pas commis une erreur de leur point de vue même en procédant à une invasion d'où ils ne pourraient guère tirer de profit. Mais la même spéculation peut être faite au sujet de la présence américaine au Viet-Nam du Sud. Une telle spéculation n'a guère de sens. La répression brutale contre la volonté de tout un peuple peut être toujours considérée comme une criminelle, et de plus, inefficace bêtise. Celà n'empêche pas les oppresseurs de tout poil aux abois de la pratiquer.

A PARIS :

MANIFESTATION DE SOLIDARITÉ DE L'U.N.E.F. AVEC LE PEUPLE TCHÉCOSLOVAQUE

(Photo A.F.P.)

L'U.N.E.F. a appelé à manifester devant l'immeuble où se tient l'ambassade de Tchécoslovaquie à Paris.

A l'appel de l'U.N.E.F., une manifestation a eu lieu le jeudi 22, devant l'Ambassade de Tchécoslovaquie. Sauvageot y a pris la parole. Il est réconfortant que ce soit l'U.N.E.F. qui ait, la première, réagi à l'agression russe en Tchécoslovaquie, en mobilisant, en quelques heures, en plein mois d'août, un bon millier de personnes, alors que cette manifestation avait été primitivement interdite.

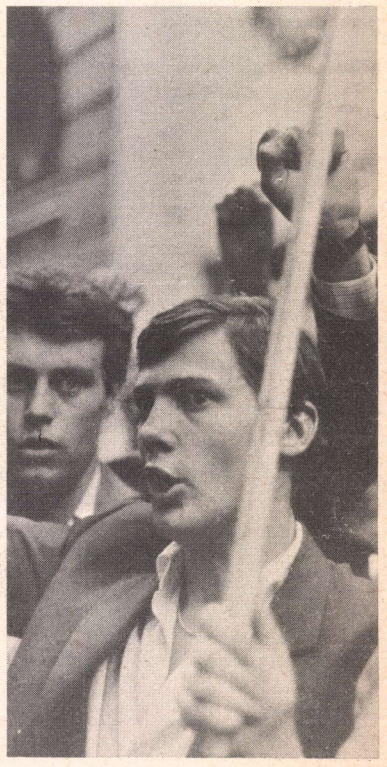

Photo UPI

Jacques Sauvageot, vice-président de l'U.N.E.F., prend la parole au cours de la manifestation.

Une fois de plus, l'armée, qui fut celle de la révolution

IMPOSE LE TALON DE FER DE LA BUREAUCRATIE RUSSE

DEPUIS la session plénière du Comité Central du PC soviétique le 29 mars, où pour la première fois Brejnev s'en prit ouvertement à la « voie tchécoslovaque », l'U.R.S.S. fait peser une menace ouvertement déclarée sur Prague. Cette menace fut accentuée au mois de juin, quand le premier secrétaire soviétique et son acolyte hongrois, tout en fustigeant ensemble le nationalisme et le révisionisme de certains dirigeants tchèques, se sont livrés fort à propos à une évocation commune de la répression en Hongrie en 1956. Enfin, les menaces semblaient se concrétiser lors des manœuvres soviétiques en Tchécoslovaquie et en particulier au moment de la lente et interminable retraite des troupes soviétiques « en raison des difficultés techniques » — difficultés techniques que pourtant l'Armée Rouge parut tout à fait à même de surmonter avec une facilité déconcertante lors de l'invasion.

Les chars russes à Prague accueillis par des pavés.

(Photo A.F.P.)

Malgré ces menaces il semblait peu probable que la bureaucratie russe ait décidé d'user de la force tout au moins tant que les dirigeants tchèques contrôlaient la situation dans leur pays et tant que l'évolution du régime se faisait dans un sens essentiellement nationaliste. Non que le désir lui en manquât, mais on pouvait douter que l'impérialisme le lui eût permis. Le compromis de Cierna puis de Bratislava apparurent même comme le signe de l'incapacité de la bureaucratie soviétique d'enrayer une évolution qu'elle n'admettait pourtant pas.

Et cependant les menaces n'ont pas été faites en l'air. Le Kremlin a décidé de lâcher ses troupes sur la Tchécoslovaquie.

La bureaucratie ne manquait pas de raisons de vouloir modifier l'évolution du régime tchèque. Reste à savoir laquelle des raisons a pu l'inciter à l'intervention militaire et l'assurer de l'accord tacite de l'impérialisme.

Deux aspects essentiels de l'évolution tchèque étaient à même d'inquiéter les dirigeants russes. D'une part, Moscou ne pouvait admettre la volonté de plus en plus ouvertement proclamée du régime tchèque de desserrer ses liens de dépendance à l'égard de la bureaucratie soviétique. Or, cette évolution, quand bien même son contenu social fut resté bourgeois, allait évidemment à l'encontre des intérêts de la bureaucratie. Celle-ci ne conçoit plus, depuis longtemps, la défense de l'URSS comme axée essentiellement sur une politique révolutionnaire auprès du prolétariat mondial, elle ne la conçoit que garantie exclusivement par la puissance de sa propre force militaire et par l'étendue de sa zone d'influence.

Or, elle considère — certainement pas sans raisons — qu'en termes militaires, l'accession d'un des pays de « démocratie populaire » à une indépendance nationale plus grande, menace la solidité de son « glacis » défensif. Dans cette optique, l'intervention soviétique aurait eu comme seule raison des motifs identiques à ceux de l'impérialisme américain au Viet-Nam du Sud : montrer que quelles que soient la volonté et les désirs de la population, aucune des deux puissances n'admet de risquer à plus ou moins long terme que tel ou tel pays de sa zone d'influence puisse quitter son orbite et agrandir celle de l'adversaire potentiel.

Que cette raison ait pu jouer un rôle important est incontestable. Qu'elle suffise à elle seule à expliquer que l'URSS en soit venu à intervenir militairement et que l'impérialisme l'ait laissé faire sans broncher est déjà plus discutable. Ce serait en tout cas la première fois au cours des deux décennies passées que l'Union Soviétique aurait agi de la sorte et pour ce motif. En Hongrie en effet ce fut manifestement le développement d'une insurrection prolétarienne menaçant l'existence même de la bureaucratie qui avait motivé l'intervention, quand bien même cette intervention a donné « en prime » aux dirigeants soviétiques la possibilité d'enrayer pour une période l'évolution de ce pays vers une plus grande indépendance nationale.

Par contre, l'URSS, malgré de violentes attaques verbales, malgré même de sévères sanctions économiques, a laissé la Yougoslavie, puis l'Albanie rompre avec elle. Et au cours des années récentes encore les dirigeants Roumains ont montré une attitude plus ouvertement opposée à la dépendance des Soviétiques, plus clairement désireux de renouer avec l'Occident que ne l'ont jamais fait les dirigeants Tchèques. Et cependant ce n'est pas la Roumanie qui fut envahie, mais la Tchécoslovaquie. Pour l'expliquer, il ne suffit pas d'invoquer des priorités stratégiques ou économiques.

La bureaucratie a montré justement dans le cas de la Hongrie qu'il y a un cas où elle n'hésite pas à frapper militairement, c'est en cas de mobilisation prolétarienne ou éventuellement pour la prévenir. Une telle mobilisation expliquerait aisément l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Cependant, cette mobilisation n'existait manifestement pas dans le pays. L'attitude des milieux dirigeants Tchèques à l'égard des Russes montre à sa façon qu'une mobilisation prolétarienne — sur une base de classe et dans le cadre d'organes de classe s'entend — n'est même pas crainte dans l'avenir immédiat par ces dirigeants (celà, à tort ou à raison).

En effet, si tout ou partie des couches dirigeantes Tchèques étaient persuadés du danger d'une intervention autonome de la classe ouvrière, la bureaucratie Russe n'aurait pas tant de mal à trouver des hommes de lige pour remplacer l'équipe Dubcek. La trahison de Kadar en 1956 quand, abandonnant l'insurrection qui l'a porté à la tête du Parti, il s'est mis au service des Russes, n'était pas due à la faiblesse de l'homme. Il a agi en représentant de toute une fraction des couches privilégiées et de l'appareil de l'Etat qui, tout en préférant un Etat Hongrois plus indépendant de Moscou, préférait encore se sauver de l'insurrection prolétarienne avec l'aide des Russes plutôt que de risquer d'être engloutis.

Apparemment, les dirigeants tchèques n'ont pas de raisons de porter sur la situation intérieure de leur pays un jugement analogue à celui de leurs équivalents hongrois en 1956. A leurs yeux, malgré les déclarations soviétiques affirmant venir à leur aide, l'intervention russe est une violation pure et simple de la souveraineté tchèque et elle s'explique uniquement par la volonté des dirigeants russes de sauvegarder leur contrôle sur un Etat Tchécoslovaque en passe de s'émanciper.

Leur unanimité derrière Dubcek, leur fermeté au moment de l'invasion, vient de leur conviction de représenter les intérêts nationaux d'un peuple au sein duquel l'évolution des mois précédents n'a pas différencié politiquement ou organisationnellement les différentes classes et couches aux intérêts divergents, comme en Hongrie en 1956.

C'est là, cependant, que les appréciations des dirigeants russes ne sont sans doute pas les mêmes que celles des dirigeants tchèques.

Il est possible que l'effervescence en Tchécoslovaquie ait été plus forte que l'on pouvait supposer par la lecture de la presse. Tout en se limitant aux milieux intellectuels, tout en ne remettant pas en cause les fondements du régime, elle pouvait ressembler à cette vague d'espoir, à ce foissonnement d'idées, d'initiatives qui ont caractérisé le mouvement étudiant au mois de mai en France ou les mois précédents en Italie, en Allemagne.

Les dirigeants tchèques étaient sans doute convaincus qu'ils pourraient canaliser cette vague, et même s'en servir comme d'un appui possible pour acquérir une plus grande indépendance à l'égard des russes et à leur propre profit.

Mais outre le fait que même en cas d'une appréciation analogue de la situation, les dirigeants russes n'avaient pas les mêmes motifs que les dirigeants tchèques d'accepter l'effervescence populaire qui, en tout état de cause, allait à l'encontre de leurs intérêts, les deux appréciations ne partaient pas de la même optique. La bureaucratie russe s'est chargée du rôle de gendarme, pas seulement dans son propre pays, mais dans toute l'Europe de l'Est. Elle sait que c'est sur elle que repose en dernier ressort la responsabilité du maintien de l'ordre dans tous ces pays.

Or l'effervescence populaire en Tchécoslovaquie, favorisée par la mansuétude du pouvoir national, mansuétude jamais vue dans un pays de l'Est pas même en Yougoslavie, était dangereuse pour l'avenir par la dynamique qu'elle recelait, dangereuse dans l'immédiat par l'exemple qu'elle donnait aux autres pays de l'Est. La bureaucratie russe a jugé qu'elle ne pouvait pas laisser envenimer la situation. Elle a fait le choix d'intervenir préventivement.

Nécessité d'étouffer l'effervescence populaire et d'assurer par la même occasion la cohésion de sa zone d'influence en montrant directement à la Tchécoslovaquie, indirectement aux autres Démocraties Populaires, les limites de sa tolérence à l'égard des efforts d'indépendance nationale, voilà certainement les deux raisons principales de l'intervention russe.

L'opération eut été cependant très risquée, si la bureaucratie ne se savait pas par avance « comprise » par l'impérialisme. Peu importe à vrai dire si des contacts ont été réellement pris entre dirigeants Américains et Russes. Ces choses-là n'ont pas toujours besoin d'être exprimées par des mots.

Les compères impérialistes et bureaucrates possèdent ce peu délicat « langage des fleurs » des oppresseurs de tout poils, qui commence par des nuances diplomatiques qui échappent au commun des mortels, et se poursuit par des silences significatifs ponctués de coups de canons aux dépens d'un tiers.

On savait depuis toujours, que la bureaucratie soviétique était fidèle à la politique du statu quo des zones d'influence, et en particulier, qu'elle avait un respect scrupuleux de la zone du bloc impérialiste. Elle l'a prouvée pour la première fois après la guerre en laissant écraser l'insurrection grecque pourtant dirigée par les communistes staliniens, et elle n'a cessé de le prouver depuis. On pouvait par contre sérieusement douter que l'impérialisme fasse état des mêmes scrupules quant à l'intègrité de la zone soviètique. Les événements viennent de démontrer que ce respect des zones établies est mieux partagé des deux côtés que l'on n'aurait cru. Si l'impérialisme n'a nullement abandonné l'idée d'en finir avec l'Union Soviétique, apparemment il ne veut pas risquer l'épreuve de force à un moment qu'il n'estime pas mûr pour contester l'hégémonie du Kremlin sur telle ou tele partie de sa zone. En tout état de cause, et sans préjuger de son attitude dans l'avenir, l'impérialisme a reconnu à l'URSS le droit d'exercer la police à son gré en Tchécoslovaquie.

Là encore, l'effervescence populaire à l'intérieur de ce pays, même si cette effervescence était en partie canalisée par le régime dans le sens d'une « occidentalisation » a du faciliter la compréhension de l'impérialisme à l'égard de l'interventior russe. Il existe, par delà les frontières et même par delà les régimes une compréhension entre flics. L'impérialisme est suffisamment sensibilisé à l'agitation estudiantine et intellectuelle dans son propre camp de l'Allemagne à l'Amérique du Suc en passant par Paris et Rome, pour regarder la répression d'une agitation semblable ou plus large encore dans le camp de l'URSS, avec la même bienveillance avec laquelle l'URSS elle-même la regarde dans le monde occidental.

Car après tout, une telle agitation, on sait où elle commence mais on ne sait pas où elle se termine ; en tout cas, elle ne respecte pas toujours les frontières de pays et de zones.

L'impérialisme, pour en finir avec l'URSS quand il estimera le moment venu, saura user de sa force militaire. Il ne peut considérer qu'avec une extrême méfiance sinon une franche répulsion, une agitation qui exprime une aspiration à la liberté même quand elle a lieu dans le camp adverse.

L'intervention soviétique en Tchécoslovaquie a été inattendue. Elle a été révoltante par le cynisme et par la brutalité avec lesquels elle fut exécutée. Elle est le fait de la bureaucratie du Kremlin, mais elle s'est faite avec la bénédiction tacite de l'impérialisme américain. En tout cas elle porte la marque d'un monde dominé par les bandits impérialistes et les bureaucrates, où il ne saurait être question de véritable liberté des peuples.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
FACE AU PROBLÈME TCHÉCOSLOVAQUE

AINSI donc, pour la première fois depuis plus de 40 ans, le Parti Communiste Français vient de se désolidariser d'une décision politique capitale de l'Union Soviétique, en « désapprouvant », ou en « réprouvant », peu importe finalement le terme, l'intervention militaire des cinq puissances du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie.

Mais pour originale que soit une telle attitude, après tant d'années d'une fidélité inconditionnelle sans faille, elle n'est finalement pas si surprenante. Toute l'histoire du P.C.F., au cours de ces dernières années, et des liens qui l'unissent à l'U.R.S.S., laissait prévoir une telle éventualité. Et dans les circonstances présentes, sa direction n'avait même pas tellement le choix.

Le Parti Communiste Français se veut, il ne cesse de le répéter, un "parti de gouvernement". C'est-à-dire qu'il aspire à participer à la gestion des affaires de sa bourgeoisie nationale, comme il l'a déjà fait de 1944 à 1947. Mais aux yeux de celle-ci, il n'est pas un parti sûr, au même titre par exemple que la S.F.I.O. Il continue à porter la tare de ses origines, à la fois en tant que parti représentant encore aux yeux de beaucoup de travailleurs l'idéal socialiste, et surtout en tant que défenseur des intérêts de la bureaucratie soviétique.

Certes, chacun sait que les liens qui unissent le P.C.F. à l'U.R.S.S. se sont bien relâchés au cours de ces dernières années. Mais il restait à donner à la bourgeoisie française des gages sérieux de cette évolution, et sur un terrain déterminant, celui précisément des rapports entre l'est et l'ouest. Il restait à prouver que le caractère "national" du P.C. français était devenu plus fort que les liens qui l'attachent à la bureaucratie soviétique. Le P.C.F. vient de profiter de l'occasion pour donner un gage en ce sens. Il est vrai que cela ne lui coûte pas trop, puisque manifestement, les dirigeants soviétiques s'étaient assurés que les puissances occidentales ne s'opposeraient pas, autrement que verbalement, à leur intervention en Tchécoslovaquie.

(Photo A.F.P.)

Luigi Longo sortant du siège du C.C. place Kossuth après son entrevue avec Waldeck Rochet.

Mais c'est un premier pas, et sa signification est claire.

Tout poussait d'ailleurs la direction du P.C.F. à prendre une telle attitude dans les circonstances présentes, moins de trois mois après la crise de mai-juin.

D'une part, parce que vis-à-vis de sa propre base, elle pouvait difficilement approuver sans réserve l'intervention soviétique, sans risquer de créer de nouveaux remous dans un parti déjà remué par la politique de sa direction au cours de ces événements.

D'autre part, et c'est sans aucun doute pour les dirigeants du P.C.F. le point le plus important, parce que jamais ils n'avaient eu autant besoin de donner des gages à leur bourgeoisie nationale depuis des années.

Car la bourgeoisie française n'a pas pardonné au P.C.F. l'attitude qui a été la sienne en mai et juin. Elle ne croit certes pas sérieusement qu'il ait été à l'origine de ces événements, ni qu'il ait voulu s'emparer du pouvoir illégalement. Elle ne peut pas lui reprocher d'avoir envisagé une solution Mitterrand ou Mendès-France, alors qu'elle-même était bien prête à s'y rallier. Mais elle lui reproche de ne pas s'être opposé plus ouvertement au déclenchement de la grève générale, d'avoir laissé faire, pour éviter d'être débordé sur sa gauche.

A cause des liens qui le relient à la bureaucratie soviétique, le P.C.F. est bien moins intégré à la bourgeoisie française que ne peuvent l'être les partis réformistes classiques par rapport à leur bourgeoisie respective, par exemple le parti travailliste britannique, pour ne pas prendre celui de la S.F.I.O. qui n'a plus guère d'existence en tant que parti de masse.

Le P.C.F. ne représente un intérêt, pour la bourgeoisie française, que pour autant qu'il possède une influence sur la classe ouvrière. Et c'est précisément pourquoi il tient plus que tout à cette influence, pourquoi il défend si énergiquement contre les "gauchistes" les chasses gardées que sont pour lui les entreprises, pourquoi il craint plus que tout d'être doublé sur sa gauche.

Or il a vécu en mai une expérience terrible en milieu étudiant. Il a vu pour la première fois un mouvement de masse de gauche lui échapper, et les organisations "gauchistes" se développer alors que sa propre organisation étudiante, l'U.E.C., devenait le plus petit des groupuscules. Affolée lors du déclenchement des premières grèves, la bureaucratie du P.C.F. et de la C.G.T. a levé toutes les barrières qui s'opposaient à la généralisation du mouvement pour ne pas risquer d'être là aussi débordée. Elle a en un mot fait passer avant tout ses propres préoccupations d'appareil.

C'est précisément cela que la bourgeoisie française lui reproche depuis. L'affaire tchécoslovaque a été l'occasion, pour le P.C.F., de donner à celle-ci, sur un autre plan, un gage de soumission.

Il ne sert à rien de discuter pour savoir si la résolution du Comité Central était ou non en retrait sur celle du Bureau Politique. Là n'est pas le problème. La position du P.C. est certes ambiguë et contradictoire, comme sa nature même. Il n'a pas rompu ouvertement avec l'U.R.S.S., et il n'est sans doute pas prêt de le faire encore, du moins tant que les événements ne l'y contraignent pas. Il se contente de parler d'une "erreur". Mais c'est néanmoins, indiscutablement, un gage d'importance, donné à la bourgeoisie française.

Faut-il s'en réjouir ? Indiscutablement. Non pas parce que le P.C.F. serait devenu plus "démocratique" ou plus "national", laissons ce genre de satisfaction à Guy Mollet et à ses pareils ; mais parce que c'est un signe de plus de l'affaiblissement du stalinisme à l'échelle mondiale.

Tribune Libre

J'ai pu constater vos efforts pour mettre sur pied un parti révolutionnaire unifié.

Si je vous écris c'est surtout pour exprimer (et justifier si possible) mes doutes à ce sujet.

Tout d'abord, est-il nécessaire de créer ce parti ? Les organisations dissoutes existent toujours, leurs militants gardent le contact entre eux. La concurrence entre plusieurs tendances peut amener chacune à faire de véritables "prouesses" pour tenter de surpasser l'autre, accélérant le processus révolutionnaire.

Mais, idéologiquement, la tâche est-elle possible ? Je m'explique :

1° Comment unir 2 tendances dont l'une juge que Cuba a été créé par des bourgeois aventuristes (Castro et Guevara) et l'autre soutient Cuba sans réserve ? Je veux parler des trotskystes et des maoïstes, respectivement.

2° Comment unir 2 tendances dont l'une juge le F.N.L. comme l'émanation de la bourgeoisie vietnamienne et l'autre soutient le F.N.L. sans réserve ? (Encore les trotskystes et les maoïstes.)

3° En admettant même qu'ils arrivent à s'accorder sur ces deux points, intervient alors un 3e facteur : les anarchistes, qui refusent de se structurer en parti, nient l'efficacité et l'utilité de la dictature prolétarienne et de l'Etat ouvrier, et veulent la suppression immédiate de l'Etat (but final du leur prix, que de 5 ha par homme communisme marxiste).

Donc, selon moi, même si se réalisait une union trotsko-maoïste, les anarchistes refuseraient de s'y intégrer. Et inversement, si se réalisait une union anarcho-trotskyste (cela s'est déjà vu) les maoïstes refuseraient de s'y intégrer, ayant dénoncé dès le début les étudiants « bourgeois » et le meeting Charlety.

Alors, « Lutte Ouvrière » ne devrait-elle pas se contenter d'être le trait d'union de l'action prolétarienne sans viser des buts si hauts ?

J'espère que vous publierez ma lettre dans votre Tribune Libre, que vous y répondrez et que des lecteurs de « Lutte Ouvrière » y répondront également par la voie de cette tribune. De toute façon, ce dialogue sera sûrement constructif, sur d'autres points peut-être.

Je m'excuse de ne pas signer, ou plutôt de vous demander de ne pas citer mon nom ou mon adresse.

Salutations révolutionnaires.

V.D.

Puisque la rédaction de « Lutte Ouvrière » se propose comme tribune pour la création du parti révolutionnaire en France, je me permets d'y apporter ma contribution.

Dans l'éditorial du numéro 4 vous dites que les divergences entre les diverses tendances révolutionnaires, ne sont pas seulement politiques, mais qu'elles concernent aussi la conception même du parti.

A ce propos, je pense que la première difficulté réside dans la notion de dictature du prolétariat, notion dont l'appréciation conditionne la forme de l'organisation révolutionnaire.

Sa discussion risque de devenir la polémique la plus importante au cours des prochains mois, puisque comme on l'a vu en mai, les idées anarchistes sont toujours bien ancrées aussi bien chez les étudiants que chez les travailleurs.

Quand on parle de dictature du prolétariat, les véritables marxistes se réfèrent aussitôt à l'excellente brochure de Lénine : L'Etat et la Révolution, qui développe les thèses marxistes sur l'Etat, tandis que la plupart des anarchistes, plutôt que de raisonner théoriquement préfèrent voir dans le « stalinisme » ou dégénérescence de l'Etat ouvrier russe, l'aboutissement logique de toute dictature du prolétariat, négligeant ainsi tout ce que Trotsky a pu écrire sur la question. Il faut dire aussi que certains n'hésitent pas, en soulevant le problème de Cronstadt et de Makhno, à traiter Trotsky de vulgaire stalinien.

Certains marxistes, même parmi le mouvement « trotskyste » voyant que la révolution russe a été la seule révolution socialiste qui ait triomphé, et incapables de faire preuve d'imagination (de lucidité politique) s'entêtent à vouloir plaquer le schéma russe de 1917 sur toute révolution.

Or, à ces deux déviations autour de la Révolution d'Octobre 1917, je pense qu'il faut répondre en montrant bien le caractère particulier de cet événement.

La Russie était un pays sous-développé, mais en voie de développement, c'est-à-dire que cohabitaient :

— une économie agraire, à qui l'abolition du servage en 1861 a donné un coup de fouet (en 15 ans l'exportation du blé russe a augmenté de 140 %), mais qui du fait que les terres rachetées ont été évaluées au double de leur prix, que de 5 ha par homme on passe à 3 ha en 1900 (à cause de l'augmentation de la population), que les terres qui lui ont été attribuées ont été les plus mauvaises et que le prix du blé à l'exportation a baissé de moitié, s'est traduite pour les paysans par une paupérisation des plus rapides, qui a poussé une grande partie d'entre eux vers les villes ;

— et une économie industrielle née lors de l'abolition du servage et qui prend un rapide essor grâce à l'afflux de capitaux étrangers attirés par une main-d'œuvre abondante et bon marché qui ne peut plus vivre de la terre. Elle est caractérisée par une grande concentration géographique, mais s'implantant dans un pays où les structures ont un siècle de retard et en particulier où n'existe ni législation ni traditions ouvrières.

Ces conditions de vie ont entraîné la naissance et le développement de nombreux cercles ouvriers où les idées révolutionnaires se répandent malgré les répressions sanglantes que peut se permettre le régime tsariste vu l'abondance de la main-d'œuvre.

C'est ainsi qu'à la veille de la révolution de 1905, Trotsky (qui sera amené au cours de celle-ci à présider le soviet de Pétrograd) est amené à envisager la question de la révolution permanente. Il faut dire que Marx avait déjà envisagé cette possibilité pour le prolétariat des pays sous-développés, d'avoir à accomplir les tâches de la révolution bourgeoise, c'est-à-dire la question agraire, l'industrialisation et la centralisation.

Et ce faisant, Trotsky n'a pas comme le pensent certains créé une idéologie nouvelle. Il n'a fait qu'analyser d'un point de vue marxiste le rapport de force entre les différentes couches sociales et l'évolution prévisible de ce rapport en fonction de tous les facteurs agissant sur les forces de chaque couche sociale.

Et ce faisant, il eut à lutter contre les marxistes opportunistes, qui plaquant des schémas tous faits auxquels Marx avait pu aboutir dans les circonstances précises de son époque, pensaient qu'avant que le prolétariat puisse prendre le pouvoir en Russie, il fallait d'abord passer par le stade « démocratique bourgeois ».

Mais si le prolétariat, bien que récemment venu de la campagne et mis aux prises avec une industrie de type existant dans les pays les plus avancés, a pu en quelques décennies combler un siècle de retard, notamment grâce à la concentration, mais aussi à cause de sa surexploitation et de la sauvagerie de la répression ; il n'en est pas de même pour la paysannerie qui du fait de sa majorité numérique doit entrer en ligne de compte dans une révolution éventuelle.

Donc, il est bien certain que la tâche la plus importante pour la dictature du prolétariat était de faire rattrapper ce retard de plusieurs décennies de la paysannerie sur le prolétariat industriel.

On remarque donc que les conditions préliminaires ne représentaient pas un schéma classique du marxisme et qu'elles portaient en elles les germes d'une future dégénérescence. Si la révolution allemande n'avait pas échoué, la guerre civile et étrangère n'aurait pu achever la désorganisation complète de l'économie agricole et la dégénérescence de la dictature du prolétariat aurait pu être évitée comme le prévoyait Lénine à la veille de la révolution d'octobre.

C'est en insistant sur le caractère particulier de cette dictature que le « trotskysme » pourra réconcilier les anarchistes au marxisme.

Salutations communistes.

Jean-Patrick BERTRAND.

N.D.L.R. — Bien entendu nous répondrons dans les articles ultérieurs aux problèmes posés par les auteurs de ces deux textes ; en tous cas, nous donnerons notre avis. Cependant nous souhaitons que d'autres lecteurs et en particulier si possible des camarades « Marxistes - Léninistes » (pro-chinois) ou « anarchistes », participent à cette discussion.

COMMENT LE GOUVERNEMENT PRÉPARE LA RENTRÉE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

LE ministère de l'Education nationale n'a pas pris de vacances cet été. Il préparait la rentrée. Une rentrée qu'il y a quelques semaines à peine tous affirmaient « impossible ». La réoccupation des locaux universitaires par les forces de l'ordre n'était pas en elle-même une solution, mais tandis que le gouvernement prenait un certain nombre de mesures de forces contre les meneurs étudiants, Edgard Faure, lui, amorçait, tant dans les principes que dans les faits, toute une série de compromis avec les revendications du monde enseignant et étudiant.

On ne connaît pas encore aujourd'hui dans le détail le résultat de ces négociations et des commissions de travail qui ont siégé sans désamparer. On n'a rendu publiques que les grandes lignes des projets qui doivent encore être approuvés par les "autorités compétentes". C'est dire que la bataille de la rentrée n'est pas encore gagnée, mais il apparaît manifeste que le ministre tient à aller très vite. Tout doit être prêt dans le secondaire avant la rentrée scolaire du 23 et du 30 septembre. Quant à la rentrée universitaire, elle reste encore le point le plus délicat des négociations. Edgard Faure l'a cependant amorcée par ses entretiens avec le SNESUP et plus particulièrement ces derniers temps par la réception au ministère des Comités d'action des étudiants en médecine et de l'A.N.E.M.

Mais si rien de définitif n'a jusqu'à présent été arrêté, il est manifeste qu'Edgard Faure semble avoir cédé sur les principaux points de revendications étudiantes et lycéennes. On se souvient de la levée de boucliers qu'avaient provoquée cet été les propos prêtés à Edgard Faure sur l'admission de la politique dans les facultés. La presse d'extrême droite n'en croyait pas ses oreilles et la presse bourgeoise se montrait résolument hostile. Quant aux réactions du milieu étudiant, elles exprimaient la méfiance vis-à-vis d'un gouvernement qui négociait d'une main alors qu'il frappait de l'autre. La libération des militants étudiants emprisonnés était réclamée comme le gage de la bonne foi du gouvernement. La semaine dernière le comité d'action des étudiants en médecine en faisait même un préalable à toute discussion. Aussi la nouvelle de la libération d'Alain Krivine et des militants J.C.R. arrêtés apparaît-elle aujourd'hui comme un geste de bonne volonté vis-à-vis des étudiants et, plus encore, comme la caution de la politique "libérale" d'Edgard Faure par le gouvernement.

Certes, en engageant la discussion avec les organismes syndicaux et autres, représentant les étudiants et les enseignants, le ministre de l'Education nationale n'a d'autre objectif que de désamorcer la bombe étudiante à la rentrée. Mais il est significatif que le gouvernement ait renoncé au moins provisoirement à la manière forte et qu'il ait en fin de compte cédé sur un nombre de questions particulièrement importantes.

Ce qu'Edgard Faure tend à prouver c'est que le dialogue constructif est préférable à la révolte et aux désordres de rue et qu'il suffit de se montrer raisonnable pour être entendu. Pourquoi crier dans la rue ce que l'on peut dire en toute quiétude dans un ministère à un fonctionnaire compréhensif ? C'est une affaire de bon sens et Edgard Faure espère bien que l'opinion publique en général et l'opinion étudiante en particulier se laissera convaincre aisément.

Mais l'opinion étudiante et enseignante retiendra autre chose : c'est que pour être seulement reçue par un fonctionnaire compréhensif, il lui a fallu pendant des semaines tenir le pavé et affronter les C.R.S. Nul n'a oublié les fastidieuses démarches, délégations, pétitions, vœux, etc., qui formaient la routine revendicative d'autrefois et qui se heurtaient à l'indifférence à peine polie d'un huissier. Il serait ridicule de réduire MAI aux simples proportions d'une lutte étudiante catégorielle, mais pourtant sur ce plan là aussi il a fallu mai pour que le problème des études aussi bien dans les lycées que dans les facultés soit posé dans toute son ampleur.

Bien sûr, les compromis de l'actuel ministre de l'Education nationale ne constituent qu'une amorce de solution et ne règlent pas le problème. Bien sûr, ce qui est accordé en septembre sera peut-être retiré l'an prochain ou même avant. Bien sûr, en acceptant certaines revendications catégorielles du monde étudiant et enseignant, le ministre cherche à dépolitiser le mouvement.

Mais il n'en reste pas moins que ce qui est acquis montre ce qui est possible et plus encore prouve à tous que seule la lutte paie. Cela, c'est une leçon politique et cette leçon bien comprise constituera peut-être le plus grand acquis de mai.

ALAIN KRIVINE EST SORTI DE PRISON

Les neuf militants de la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (dont Alain Krivine) qui avaient été arrêtés sous l'inculpation de "reconstitution de ligue dissoute" viennent tous d'être mis en liberté provisoire.

Il s'agit là d'une mesure que de nombreuses organisations de gauche réclamaient depuis longtemps, car ce n'était un secret pour personne que les dossiers des inculpés étaient pratiquement vides.

Mais après la mise en liberté provisoire de ces militants, dont nous saluons fraternellement la sortie de prison, la lutte contre la répression n'en continue pas moins. Outre un militant de l'ex-P.C.M.L.F. (pro-chinois) moisissent encore dans les geôles gaullistes, un certain nombre de jeunes, inculpés de motifs de droit comun, pour avoir participé en fait à des actions dont le caractère politique est évident (incident de Lyon, de la Bourse de Paris,. "Katangais", manifestants du samedi au Quartier Latin).

« Lutte Ouvrière » continuera donc à s'associer pleinement à toute action du « Comité contre la Répression » pour la libération de tous les emprisonnés politiques, avoués ou non.

O.R.T.F.

LES BARBELÉS SONT TOUJOURS LA

IL a fallu dix ans au régime gaulliste pour s'en apercevoir. Heureusement les événements de mai lui ont ouvert les yeux. Les effectifs journalistiques de l'O.R.T.F. étaient pléthoriques.

Nous n'avons donc plus à nous étonner du coût élevé de la taxe de la radio ou, encore plus, de celle de la télé. Ce n'était nullement, comme de méchantes langues l'ont prétendu, à cause du prix des séances de maquillage qui précèdent les apparitions présidentielles. Nous nourrissions grassement à nos frais des gens qui n'avaient rien à dire, rien à voir, rien à commenter.

La chose une fois constatée, il faut le dire, l'affaire n'a pas traîné. Des dizaines de journalistes licenciés, certains mis à la retraite anticipée, d'autres mutés de Paris en province. Quand il s'agit de faire faire des économies à la nation nos gouvernants, c'est bien connu, ne se tiennent plus. Certes dans le même temps on nous a annoncé la constitution de plusieurs compagnies supplémentaires de gendarmes mobiles. Mais qui pourrait, dans le régime gaulliste les taxer d'inutilité ?

Bien entendu les sanctionnés étaient quasiment tous grévistes, durant les derniers événements et parmi eux se trouvent les principaux dirigeants du mouvement à la radio et à la télé.

Imaginez-vous cela ? Des gens qui n'ont rien à faire et qui osent faire grève ?

Et grève pourquoi ? Tout simplement pour réclamer une information démocratique. Le comble quoi !

Les utopistes qui songeaient à donner autant d'importance et de place à l'opposition qu'à la majorité, les doux rêveurs qui parlaient de laisser toutes les tendances et toutes les opinions s'exprimer sur les antennes nationales, les irréalistes qui ne voulaient plus avant de confectionner leur journal parlé recevoir des ordres du ministère de l'information ou de celui de l'Intérieur, sont maintenant à la porte. Certes les émissions (particulièrement celles de la télé) n'y ont pas gagné en intérêt. Mais, du moins on le pense en haut lieu, l'O.R.T.F. défendra désormais l'ordre en toute occasion.

Comme depuis deux siècles la presse écrite, mais aujourd'hui bien plus qu'elle, la radio et la télévision constituent en tous temps et en toutes mains des moyens énormes de propagande. Ce sont aussi, en certaines occasions, des moyens d'agitation et même d'organisation. En période de crise ils deviennent même essentiels.

Nous en avons eu un petit exemple, plus ou moins involontaire, en France au mois de mai avec le rôle joué par les reportages des radios périphériques, Europe N° 1 ou Luxembourg, durant les premières manifestations du Quartier Latin. Au point que la police jugea nécessaire d'empêcher l'utilisation des voitures radio lors des manifestations suivantes. Par le simple fait d'informer à la minute elles avaient contribué, a-t-on estimé, à l'organisation des mouvements.

Nous en avons un exemple bien plus important en ce moment même par le rôle joué à Prague par les radios "clandestines". C'est par elles que s'organise la résistance du peuple tchécoslovaque. L'O.R.T.F. d'ailleurs — inconscience ou cynisme ? — ne manque pas une occasion d'exalter les 'radios libres" de Bohême ou de Slovaquie...

L'Etat gaulliste ne pouvait permettre qu'un tel moyen échappe, fusse en partie, à son contrôle. Quelques satisfactions, peu importantes certes mais tout de même réelles sur le plan économique, furent accordées à la classe ouvrière, pour mettre fin à la grève générale. Aujourd'hui on s'apprête à tenter de donner de même satisfaction, dans le cadre purement universitaire, à certaines revendications étudiantes. Il ne fut pas un seul instant question de céder quoi que ce soit aux grévistes de l'O.R.T.F. Ils purent bien continuer leur mouvement plusieurs semaines encore après que tout était rentré dans l'ordre par ailleurs. Rien n'y fit. Il est vrai aussi que les organisations démocratiques ou ouvrières, pour lesquelles après tout les grévistes étaient aussi en train de lutter, avaient autre chose à faire qu'à les soutenir. Elles préparaient les élections...

En 1830, pour avoir voulu museler la presse un illustre prédécesseur de De Gaulle, Charles X, perdit son trône. Notre monarque actuel a déjà eu "ses" barricades. A force d'imiter la Restauration...

Ce que le régime n'a pas pardonné.

QUELQUES EXTRAITS ANCIENS MAIS ACTUELS DE LA "PRAVDA" ET DES "IZVESTIAS"

Le cas de l'Italie constituera dans l'avenir un exemple caractéristique de la trahison des réformistes. Il y a peu de temps, le pouvoir traînait presque dans la rue ; la classe ouvrière ne l'a pas saisi uniquement parce qu'elle était, pour une grande partie, abrutie par les réformistes. La défaite de la classe ouvrière, grâce à la trahison des réformistes, a ouvert la voie à l'extrême-droite. Maintenant, Mussolini et compagnie détiennent le pouvoir. Mais cette leçon sanglante n'aura pas été administrée en vain ; mais la meute fasciste sera vaincue car elle perdra son principal appui, c'est-à-dire les illusions qu'elle a fait entrer dans le crâne des bourgeois, de certains paysans et même des ouvriers.

Le phénomène fascite prouve une chose : l'instabilité du capitalisme italien.

Là où les blancs sont obligés de se parer d'un costume presque rouge, là où les querelles entre factions bourgeoises se règlent à coups de fusil, là où se poursuit une guerre civile plus ou moins déclarée, là n'existe aucun espoir de « rétablissement pacifique du capitalisme ».

PRAVDA, 31 octobre 1922.

Ainsi, le cabinet Herriot n'aura pas même duré jusqu'à son premier anniversaire. Avec sa chute, l'ère du « pacifisme démocratique » ou, si l'on préfère, de la démocratie pacifique, prend fin pour une période indéterminée....

Le cabinet du bloc des gauches est tombé à la suite d'une campagne systématique des forces réactionnaires et impérialistes de France.

Le clergé catholique, les dirigeants de l'armée, la ploutocratie financière, l'industrie lourde, secondés par les fascistes nouvellement organisés, se sont unis pour lutter contre le gouvernement de la démocratie petite bourgeoisie.

C'est, évidemment aux socialistes, qu'il faut reprocher ce succès sans précédent de la réaction. Non pas, comme on l'a dit, parce que les menaces des socialistes ont effrayé les « classes moyennes » leur ont fait perdre confiance dans la stabilité économique et financière du pays, mais parce que les socialistes se sont révélés comme les misérables larbins de la petite bourgeoisie, plus timides et plus faibles que cette même bourgeoisie, parce qu'ils ont montré la plus grande indécision dans la lutte contre la réaction, parce que, non seulement ils n'envisageaient pas de faire appel aux masses pour rétablir la situation, mais, tout au contraire, ils manifestaient la plus grande frayeur à l'idée d'une mobilisation politique des masses.

La chute du ministère Herriot montre une fois de plus que le rôle de la démocratie bourgeoise est joué.

IZVESTIJA, 12 avril 1925

Cité par : « Le Monde Contemporain », Histoire - Civilisations : J. Bouillon - P. Sorlin - J. Rudel.

Collection d'histoire Louis Girard. Editions Bordas, pages 553, 554.

Électricité et Gaz :

HAUSSE ET MANŒUVRE POLITIQUE

Face à la hausse des prix il faut l'échelle mobile du porte-monnaie.

Dans un récent communiqué, le ministère de l'Economie et des Finances annonçait que les tarifs basse tension de l'électricité et ceux du gaz à usage domestique augmenteraient prochainement de 3 %. Bien que la date exacte d'entrée en vigueur de cette augmentation ne soit pas précisée, tout le monde s'accorde à penser qu'elle sera effective le 1er septembre prochain.

L'augmentation de l'E.G.F. n'est sans doute que le premier wagon d'un train de nouvelles hausses que le gouvernement avait laissé présager avant les vacances. N'oublions pas que les grèves de mai-juin ont soi-disant coûté à l'Etat 2,5 milliards de francs et il serait contraint, d'après lui-même, de récupérer cet argent dans la poche des contribuables. Mais pas de TOUS les contribuables puisque les patrons seront épargnés.

En effet pour l'électricité la hausse ne concerne que le courant à usage domestique. Il en est de même pour le gaz puisqu'une note explicative à la déclaration du Ministère des Finances indique que les artisans qui utilisent le gaz pour des usages industriels le paieront eux aussi plus cher. Pour parler clair, seules les grosses sociétés capitalistes bénéficieront du tarif « usage industriel ».

Petit cadeau qui coûtera encore quelques milliards aux contribuables.

Et ce n'est pas fini. Pour les pouvoirs publics cette hausse de 3 % n'est qu'un avant-goût de ce qui nous attend au début de l'année 1969.

Le gouvernement a en effet décrété que la généralisation du régime TVA au début de l'année 1968 aurait dû entraîner une hausse des tarifs basse tension de 6 %. Comme généreux et magnanime il n'augmente les prix que de 3 % en septembre, il nous réserve donc l'agréable possibilité d'une nouvelle augmentation de 3 % au début janvier.

Toute la presse du « Monde » au « Parisien Libéré » a tenté de justifier cette première hausse de 3 % en affirmant qu'elle ne compensait que partiellement les pertes dues à la T.V.A. et aux grèves de mai-juin.

S'il est sans doute trop long de s'attarder en détail sur chacun des points de cette argumentation, il faut malgré tout noter que la T.V.A. a en fait été un cadeau royal à un certain nombre de grandes entreprises du commerce qui ont pu déduire leurs investissements de leurs impôts. Faire payer ce cadeau aux contribuables est une partie de la manœuvre gouvernementale. Quant à l'autre volet de l'argumentation, la perte due aux grèves de mai-juin, il ne résiste pas non plus à l'analyse. La Fédération C.G.T. de l'Eclairage a calculé que les charges salariales supplémentaires provenant des augmentations de salaires acquis en mai par les travailleurs de cette branche s'élevaient à 270 millions de F alors que pour 1968 l'amélioration de la productivité allait se traduire pour l'E.G.F. par un supplément de recettes de 385 millions de F. C'est donc une diminution de tarif correspondant à 115 millions de F qui aurait dû se produire et non pas l'inverse.

Enfin l'ultime argument avancé pour justifier la hausse est que depuis 1964, l'E.G.F. tend à se rapprocher de la « vérité des prix » afin de ne plus faire dépendre son équilibre des subventions de l'Etat. Dans ces conditions on voit mal pourquoi les entreprises capitalistes paieraient leur électricité ou leur gaz **en dessous** de leur prix de revient réel.

Derrière toutes les mauvaises raisons avouées par le gouvernement il y a sans doute la volonté bien arrêtée du pouvoir de convaincre les travailleurs que la grève ne paie pas. Reste à savoir ce que ceux-ci en penseront : car la résignation paie encore moins.

VIVE L'EUZKADI LIBRE
VIVE L'ESPAGNE LIBRE

EN Espagne l'état d'urgence est décrété pour trois mois dans la province basque du Guipuzcoa depuis le début du mois d'août. Quiconque manifeste d'une façon quelconque des sentiments séparatistes vis-à-vis de l'Etat franquiste tombe sous le coup de la loi et peut être arrêté. L'état d'urgence permet d'ailleurs légalement, toute perquisition et arrestation, sans mandat.

Depuis ce printemps le chef de la police du Guipuzcoa annonçait qu'il allait mener une lutte sans merci contre le mouvement séparatiste basque E.T.A. (Euzkadi ta askatajuna : le pays basque et sa liberté) et des affrontements sérieux se multipliaient au cours de ces derniers mois. En juin, au cours d'un accrochage, un garde civil et un jeune militant de l'E.T.A. étaient tués. Quelques jours après un jeune membre de l'E.T.A. était condamné à mort par un conseil de guerre (il fut finalement gracié par Franco).

Le 2 août, le chef de la police politique du Guipuzcoa est assassiné à Irun. La répression politique se renforce. Mais les centaines d'arrestations ne font que renforcer l'opposition basque. Les prêtres basques occupent l'évêché de Bilbao et demandent aux autorités ecclésiastiques de se prononcer sur l'arrestation de ces jeunes dont beaucoup sont des prêtres.

L'histoire contemporaine de l'Espagne a été profondément marquée par ce problème des nationalités. Et c'est dans les deux provinces où les industries locales sont les plus développées : la Catalogne et le pays Basque que les sentiments nationalistes sont les plus forts. L'Etat franquiste qui représente les bourgeois impérialistes espagnols alliés aux gros propriétaires fonciers et aux généraux impose sa suzeraineté aux bourgeoisies basque et catalane et veut la disparition des Catalans et des Basques en tant que nationalité.

Mais le nationalisme basque représente à l'heure actuelle un ennemi encore plus grand pour la bourgeoisie espagnole que celui d'un simple rival économique.

En effet si l'oppositon de la bourgeoisie basque à la bourgeoisie espagnole impérialiste existe toujours, au travers d'elle se manifeste en outre le mécontentement des autres couches de la population basque, mécontente non seulement en tant que nationalité opprimée, mais en tant que couche sociale exploitée, refusant le régime politique et social franquiste.

Quand l'ouvrier de Bilbao est mécontent de son salaire ou réclame le droit à la dignité, le droit de s'organiser, d'exister, il le fera en le liant spontanément au travers du droit du peuple basque à exister, à avoir une vie meilleure, car pour lui, le responsable de sa situation sociale est un organisme central qui n'est pas basque, qui est espagnol et c'est contre lui que se dirigera ses coups. Mais en exprimant son mécontentement au travers d'un sentiment nationaliste séparatiste, son mécontement rencontre forcément le soutien de toute la population, et la lutte contre l'oppression se trouve de ce fait rendue moins difficile. C'est ainsi que dans les heurts avec la police (les guardias civiles ne sont en principe pas basques, mais originaires d'autres provinces) la complicité de toute la population est assurée à celui que la police recherche. (La police recherche en vain le militant de l'E.T.A. qu'elle soupçonne d'avoir exécuté le chef de la police et qui se cache en pays basque.)

Pour le régime franquiste le nationalisme basque est une menace qu'il ne peut donc tolérer et qu'il essaie d'écraser dans la moindre de ses manifestations.

Le nationalisme basque se concrétise essentiellement aujourd'hui dans une organisation : l'E.T.A. dont les jeunes militants font preuve de beaucoup d'audace et de détermination. L'E.T.A. d'abord purement nationaliste se dit maintenant socialiste. En tout cas, elle a des contacts avec les autres groupes de l'opposition espagnole et si l'activité anti-franquiste se développait avec autant de détermination tant au pays Basque qu'en Catalogne et dans les autres provinces, Franco n'aurait plus longtemps l'occasion de venir pêcher le thon en Biscaye ou ailleurs.

Il est à souhaiter, puisque cette organisation se revendique du socialisme, qu'elle sache lier la lutte du prolétariat et du peuple basque à la lutte de tout le prolétariat espagnol, car le drapeau vert rouge et blanc d'Euzkadi ne pourra flotter en toute liberté et en toute sécurité en Euzkadi que lorsque le prolétariat d'Espagne exercera le pouvoir ; lorsque les prolétariats de chaque province feront marcher leurs machines pour eux-mêmes ; qu'ils géreront l'économie de leur région, qu'ils feront régner la plus grande démocratie qui ait jamais existé, celle que la population travailleuse exerce lorsqu'elle est libérée de la bourgeoisie de quelque nationalité quelle soit et qu'elle permet à toutes les forces vives du pays d'exister, de se développer, d'être : une démocratie qui aura besoin que s'exprime toutes les potentialités de toutes les nationalités.

Quand les travailleurs de Bilbao, de Barcelone, de Madrid, de Valence, d'Oviedo feront marcher l'économie du pays pour le bien de tous, alors pourra se réaliser l'harmonisation de l'économie du territoire espagnol dans la diversité de ses différentes « nationalités ».

Communiqué du Comité Portugal Libre

Paris le 8 août 1968.

Nous vous prions de prendre connaissance et de faire connaître cette information...

Le mardi 6 août, un écrivain portugais de l'opposition anti-fasciste et anti-salazariste a été convoqué par lettre de la préfecture de police de la Seine, en ce lieu ; un individu que l'on suppose être un fonctionnaire de la préfecture a exercé des pressions diverses à l'encontre de cet écrivain portugais et qui visaient à l'intimider et à obtenir de lui la signature d'un document dont le contenu signifiait que le signataire renonçait à tout activité contre le régime de Salazar (1)...

CET individu policier a prétexté une protestation du gouvernement fasciste de Salazar contre les activités démocratiques et anti-fascistes de l'écrivain.

Ces pressions diverses et odieuses s'accompagnant d'un chantage non moins odieux ; en effet, l'individu signifia ouvertement que si l'écrivain ne signait pas, il serait reconduit à la frontière. Malgré les protestations de ce dernier, il fut amené à signer le document...

Il semblerait, d'après les affirmations de l'individu policier qu'il ne s'agirait pas du premier cas de ce genre mais que de nombreux autres émigrés portugais ont subi ces pressions intolérables.

Il est évident que de telles méthodes fascistes entrent en totale contradiction avec les lois françaises et les traditions de notre pays.

En tant que sympathisants à la cause de la liberté et de la justice, cause qui est celle de tous les peuples, en tant que sympathisants du peuple portugais et des peuples de ses colonies, honteusement exploités et opprimés par le fascisme, **nous condamnons le fait que des méthodes policières, fascistes, soient employés contre des ressortissants étrangers.**

Nous espérons que le gouvernement français se désolidarisera de tels faits et veillera à y mettre terme.

Si une attitude hostile aux démocrates et anti-fascistes portugais devait se confirmer, il serait à craindre que de nombreux résidents étrangers en France, émigrés et réfugiés politiques seraient amenés à reconsidérer leur attitude vis-à-vis du gouvernement français.

D'autre part, cette éventuelle répression à l'encontre de résidents étrangers, n'ayant, notons-le bien, aucune activité concernant la situation intérieure en France, susciterait très certainement un large mouvement de protestations au sein du peuple français.

« Un groupe de sympathisants du journal **"Portugal Libre"**. »

(1) L'écrivain Manuel Rio.

N.B. — Pour tous renseignements, écrire à : "Portugal Libre" c/o C.V.N., 22, rue Etienne-Marcel, Paris.

LUTTE OUVRIERE

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et régénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

LE PAPE A BOGOTA

UN APPEL A LA RÉSIGNATION

LE voyage du pape en Amérique latine se voulait symbolique. Ce n'est pas la première fois que le chef de l'église catholique se rendait dans un pays sous-développé, mais c'était la première fois qu'il le faisait en « terre chrétienne ». Aussi n'y allait-il pas seulement pour ouvrir le Congrès eucharistique de Bogota, on attendait de lui une prise de position de l'Eglise sur la situation sociale en Amérique latine.

(Photo A.F.P.)

En se rendant en Colombie où la religion catholique est religion d'Etat, et où l'on compte officiellement 98 % de catholiques, le pape devait répondre aux questions que se posait une partie du clergé et même de la hiérarchie catholique, aux espoirs et à la confiance de millions de déshérités de tout le continent, mais aussi à travers le gouvernement colombien à la politique sociale des classes dirigeantes d'Amérique latine. Au pays de Camillo Torres, le prêtre guérillero qui fut tué il y a deux ans au cours d'un accrochage avec les troupes régulières, tout le problème pouvait se réduire à cette seule question : l'Eglise accepte-t-elle la violence révolutionnaire comme moyen de répondre à la violence étatique et sociale des riches ?

Le pape a répondu. Très clairement et sans surprise. Les commentateurs soulignent la fermeté de ses propos, car il n'a ménagé ni les gouvernements ni les riches. Mais le contenu fondamental de ses discours est celui-ci : l'Eglise dit **non à la violence** des révoltés (par contre pas un mot sur la violence des gouvernants, alors qu'il parlait dans une ville quadrillée par la troupe).

Pour beaucoup de prêtres et même pour certains évêques d'Amérique latine c'est un désaveu. Mais un désaveu attendu. L'Eglise pouvait-elle répondre autrement ? La dénonciation verbale de l'injustice sociale va chez elle de pair avec la résignation. Le pape, au cours de ses rendez-vous, ménagés avec les masses populaires colombiennes, a affirmé le droit de chacun à la dignité, à la fraternité et à une plus juste répartition des biens. Mais comment faire respecter ces droits ? Comment parvenir à cette plus juste répartition ? En faisant confiance aux classes dirigeantes, touchées par la grâce et par la parole du "Saint Père" !

« Vous, seigneurs du monde et fils de l'Eglise, ayez le génie du bien dont la société a besoin. Ecoutez et soyez sensibles aux voix qui implorent et demandent le pain, la justice et une participation plus active à la direction de la société et à la recherche du bien commun. Vous, dirigeants, ayez la hardiesse d'accomplir les innovations nécessaires au monde qui vous entoure. Que le progrès de la justice et la défense de la dignité humaine soient votre charité. »

Et en attendant que l'impôt frappe surtout les riches, suggestion révolutionnaire de Paul VI, il faut remplacer la violence par la prise de conscience qui sans doute viendra de Dieu.

« Mais nous devons dire et réaffirmer, a-t-il déclaré, que la violence n'est pas évangélique, n'est pas chrétienne et que des changements brusques et violents seraient trompeurs, inefficaces en eux-mêmes et ne seraient certainement pas conformes à la dignité du peuple. Celle-ci exige que les transformations nécessaires se réalisent de l'intérieur, par une juste prise de conscience, une préparation judicieuse et une participation effective de tous que l'ignorance et des conditions de vie parfois inhumaines empêchent aujourd'hui d'assurer (...).

« Il faut procéder, certes, à une réforme des structures sociales, mais à une réforme graduelle qui puisse être acceptée par tous et qui soit mise en œuvre au même rythme que la tâche immense et patiente entreprise pour favoriser l'élévation de la condition humaine de la grande majorité en Amérique latine. »

Et nous revoilà en plein mythes rassurants et confortables. Les nations favorisées (par qui ?) aident les peuples en voie de développement, des "autorités responsables", des "organismes internationaux" étudient le problème et font progresser la solution petit à petit. C'est une question de temps et donc de patience.

Pauvres d'Amérique latine et d'ailleurs, ayez donc la patience de mourir silencieusement de faim. Tout le monde s'occupe de vous. Et si cela ne va pas très vite c'est qu'il faut que les changements soient conformes "à votre dignité". L'Eglise a toujours aimé les pauvres dignes.

Nul doute que les masses affamées d'Amérique latine comprendront ce message !

CE N'EST PAS LA SORBONNE C'EST MEXICO

(Photo A.F.P.)

(Photo A.F.P.)

BIEN PARTOUT LES MÊMES !...

PILULE ET LIBERTE

Après avoir longtemps laissé entendre que contrairement à d'autres méthodes anticonceptionnelles, la "pilule" pourrait être, sans enfreindre les lois de l'Eglise, utilisée par les couples catholiques, après avoir ensuite condamné énergiquement cette même "pilule" dans l'encyclique « Humanae Vitae », Paul VI vient d'annoncer lors de son voyage à Bogota une nouvelle encyclique sur le mariage qui devrait apporter de nouvelles précisions concernant la position de l'Eglise sur ce problème.

Nous laisserons à d'autres le soin de discuter du bien-fondé théologique de la position pontificale. Les interdits de l'Eglise ne nous gênent pas outre mesure, et déjà excommuniés en tant que communistes, nous n'avons donc plus rien à perdre et pouvons pêcher librement.

Que l'Eglise défende des positions obscurantistes, c'est après tout son rôle depuis bien longtemps. Mais il nous faut hélas remarquer que la plupart des diffuseurs de la pilule se retranchent derrière des arguments tout aussi détestables que ceux de "Sa Sainteté" elle-même. On nous explique, en long, en large et en travers que l'Encyclique serait une catastrophe pour le Tiers-Monde surpeuplé où des milliers d'enfants meurent déjà de faim tous les jours.

Mais c'est poser à l'envers les problèmes du sous-développement. Ce n'est pas la surnatalité qui est la cause de la misère. C'est plutôt l'inverse. A l'origine de cette misère sans nom, il y a d'abord et avant tout, l'exploitation de ces pays par l'impérialisme.

C'est la bonne conscience bourgeoise qui voudrait voir dans la pilule un remède bon marché au sous-développement.

Et le pape comprend fort bien ces raisons, puisque les aménagements à l'encyclique qu'il a laissé espérer sont justement dirigés en ce sens.

Mais nous nous refusons, nous, en tant que socialistes, à considérer l'être humain comme une machine à reproduire dont les cadences devraient être dictées par les nécessités économiques de l'impérialisme ou ses fausses hontes.

La femme n'est pas une machine à faire des enfants, dont il faudrait pousser le rendement là où des Debré voudraient une France de 80 millions de Français, et les réduire ailleurs.

Nous sommes, oui, incontestablement, pour que chaque femme ait la liberté d'enfanter quand elle le veut, ou de ne pas avoir d'enfant du tout, en fonction de ce qu'elle souhaite personnellement ou même si l'on veut de ce qu'elle pense des impératifs démographiques. Simplement au nom de la plus élémentaire liberté individuelle. Il est vrai que c'est une denrée rare.

« Lutte Ouvrière »
est en vente dans les kiosques et librairies

Nous demandons à tous nos amis, à tous nos lecteurs, à tous ceux qui apprécient notre effort pour tenter de mettre sur pied une presse ouvrière et qui le jugent nécessaire pour l'information des travailleurs de nous aider.

Nous leur demandons de faire le maximum pour diffuser ce journal autour d'eux, auprès de leurs amis et connaissances.

Nous signalons d'ailleurs à ce sujet que « Lutte Ouvrière », diffusée par les Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, est en vente dans un très grand nombre de kiosques et de librairies, aussi bien à Paris qu'en province.

Nos lecteurs peuvent donc se le procurer régulièrement auprès de leur marchand de journaux habituel. Si celui-ci ne le reçoit pas encore, il lui est cependant toujours possible de demander immédiatement un service régulier auprès des N.M.P.P.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A

Michel RODINSON
INITIATIVE SOCIALISTE
54, rue Monsieur-le-Prince, 75-Paris-6e

ATTENTION !
TOUS VERSEMENTS DE FONDS A :
Michel RODINSON
C.C.P. Paris 6851-10

AU VIETNAM L'IMPÉRIALISME U.S. N'EST PAS PRESSÉ DE VOIR ABOUTIR LES NÉGOCIATIONS

(Photo A.F.P.)

Des espadrilles aux pieds, un chapeau de toile comme casque, un bazooka... et l'armée la plus moderne du monde ne peut qu'apporter ruines, mort et désolation, mais ne peut pas vaincre.

LE Vietnam ne fait plus la une des journaux. Pourtant la guerre s'y poursuit toujours, avec la même intensité. Une nouvelle fois ces jours derniers, les combattants du F.N.L. viennent de repartir à l'assaut des positions U.S. La troisième offensive vietcong de l'année 68 est commencée...

Dans le même temps, à Paris, les pourparlers piétinent.

Ainsi, quatre mois après l'ouverture de ces pourparlers, l'issue du conflit ne semble pas poindre à l'horizon. Et l'attitude des négociateurs américains marque, à l'évidence, leur peu de hâte de voir les discussions aboutir à une conclusion rapide. Réticences et lenteurs que n'expliquent pas seulement des raisons électorales. La décision prise, en avril dernier, par le président Johnson, de s'orienter vers une solution négociée, faute de pouvoir en finir militairement, marque une option de l'impérialisme américain qui ne peut raisonnablement être remise en cause par les seuls jeux électoraux, et il est peu probable que l'issue des élections présidentielles modifie fondamentalement l'orientation de la politique vietnamienne U.S. L'impérialisme américain dispose de tout son temps pour négocier et il ne se presse pas. Mieux même, pourrait-on dire, il a intérêt à ce que les négociations traînent en longueur. Non pas qu'il espère une miraculeuse modification du rapport de force, sur le plan militaire. Les Américains ont pu faire la preuve, des années durant, qu'ils ne pouvaient vaincre militairement le peuple vietnamien, et que malgré leur énorme supériorité technique, non seulement le F.N.L. résistait, mais encore se lançait dans des offensives successives qui mettent le corps expéditionnaire U.S. en difficulté.

Non ! si les Américains ont intérêt, une fois le choix des négociations fait, à faire traîner les discussions en longueur, c'est que cela leur permet d'habituer leur opinion publique à l'idée de ces négociations.

De même que, pour s'engager dans la guerre et pour la continuer, les gouvernements impérialistes doivent y préparer leur opinion publique, ils doivent, s'ils ne veulent pas perdre la face politiquement, prendre le temps de la préparer à l'idée de la négociation. Ainsi, quatre années séparent la prise du pouvoir par de Gaulle et l'accession de l'Algérie à l'indépendance ; quatre années qui furent mises à profit pour habituer l'opinion française, spécialement celle de droite, celle qui soutenait de Gaulle, à l'idée de la cession de l'Algérie ; quatre années qui permirent aussi de démanteler l'opposition des Européens d'Algérie.

Ainsi, ce qui, en 1958, aurait été qualifié de trahison par une fraction de l'opinion, fut finalement accepté, par cette même opinion, car la négociation était devenue, à ses yeux, une solution, la seule possible, à la situation dans laquelle se trouvait la France, tandis que les Ultras étaient, peu à peu, neutralisés.

C'est un calcul similaire que fait, aujourd'hui, l'impérialisme américain. Il dispose d'un appareil militaire suffisamment imposant pour durer, le temps qu'il faudra, afin d'habituer l'opinion américaine à l'idée que la seule issue raisonnable est la négociation, que cette négociation n'est pas le résultat d'une défaite militaire, ni même politique des Etats-Unis, mais le fruit de la clairvoyance de la politique de ses dirigeants ; le temps encore de persuader, après avoir prétendu, des années durant, le contraire, que les valeureux chevaliers, défenseurs de la civilisation U.S., n'ont que faire de la défense des Thieu et des Ky.

Ainsi, les ruines continuent de s'accumuler, la misère de s'accroître, les hommes de mourir, dans les deux camps, au Vietnam, à seule fin que les dirigeants américains puissent ne pas perdre la face, et réussissent à se dédouaner.

Mais un élément que les responsables de la politique américaine ont du mal à intégrer dans leur calcul, c'est la combativité sans faille des combattants du F.N.L., qui, chaque jour, montrent qu'ils ne sont pas prêts de céder, dans le combat pour l'accession à leur dignité. Ils ont, en fin de compte, imposé que l'impérialisme U.S. négocie, ils peuvent encore faire que ce dernier le fasse plus tôt qu'il ne le souhaiterait.

AU PRIX DU MASSACRE DES BIAFRAIS L'UNITÉ DU NIGERIA NE PROFITERA QU'A L'IMPÉRIALISME

DANS quelques jours, selon toute vraisemblance, l'Etat biafrais aura vécu. A l'heure où nous écrivons les troupes fédérales sont sur le point d'investir Aba, dernière ville de quelque importance encore aux mains des soldats du colonel Ojukwu, et la zone géographique contrôlée par elles, encerclée par l'armée nigeriane, coupée du monde extérieur, se rétrécit à vue d'œil.

Mais la catastrophe imminente qui fond sur le Biafra n'est pas seulement d'ordre politique. L'Etat biafrais va disparaître mais avec lui des centaines de milliers de Biafrais, combattants et non-combattants, femmes et enfants. Depuis quelques semaines, depuis que presses et radios occidentales se sont brusquement penchées sur cette guerre, les témoignages sont suffisamment abondants. C'est d'un véritable génocide qu'il s'agit. Une fraction que l'on ne peut chiffrer mais certainement très importante — retour du Biafra, M. Edmond Kayser, secrétaire général de l'organisation « Terre des Hommes » chiffrait à 180.000 personnes par mois les victimes — de la population biafraise meurt ou va mourir, quelquefois purement et simplement massacrée par les soldats nigerians, le plus souvent tuée par la famine. Et il y a fort à parier que vu le caractère impitoyable et atroce de la guerre et la résistance acharnée des Biafrais, l'occupation qui la suivra forcément ne sera pas moins douloureuse pour les survivants.

Seule la reconnaissance du droit des Biafrais à l'indépendance, leur droit à ériger leur Etat pourrait empêcher le massacre et l'oppression qui les menacent.

Qui aujourd'hui pourrait imposer cette reconnaissance au Nigeria ?

Un ou plusieurs des grans Etats impérialistes du monde : U. S. A., Grande-Bretagne ou France ?

Ils en auraient sans doute les moyens, tant militaires que politiques ou économiques. De même qu'ils seraient parfaitement capables d'acheminer en quelques jours, ou même en quelques heures, les vivres et les médicaments nécessaires au sauvetage de la population biafraise.

Mais les impérialistes ne perdent pas leur temps, et encore moins leur argent, à semblable sauvetage. Le massacre d'un peuple, quand il n'est pas perpétré par son propre impérialisme, émeut quelquefois la presse bourgeoise. Il peut même servir de prétexte à une intervention si celle-ci servait d'autres buts moins humanitaires mais plus profitables. Un génocide n'est certainement pas une raison suffisante pour déclencher une aide désintéressée.

D'ailleurs l'impérialisme lui-même n'est-il pas le premier responsable de ce qui se passe actuellement au Biafra ?

N'est-ce pas la Grande-Bretagne qui a attisé la haine qui dresse aujourd'hui les différences ethnies du Nigeria les unes contre les autres, en favorisant ouvertement les Ibos, qui peuplent le Biafra, aux dépens des autres peuples ?

N'est-ce pas elle qui est directement responsable des massacres des Ibos qui ont suivi, il y a deux ans, le coup d'Etat du général Gowon et ont constitué la cause ou le prétexte immédiats de la sécession biafraise ? En s'appuyant sur les Ibos, durant toute la période coloniale, qui tinrent postes administratifs et du commerce, qui constituèrent en quelque sorte une caste d'intermédiaires aidant et profitant de l'exploitation colonialiste, ne les a-t-elle pas désignés à la vindicte de tous les Nigerians ?

Enfin, bien qu'il n'apparaisse pas ouvertement, le rôle de l'impérialisme, et sans doute pas seulement anglais, est bien certain aussi bien dans la proclamation de l'indépendance biafraise que dans la guerre qui a suivi. Le territoire des Ibos est le plus riche en ressources minières et pétrolifères du Nigeria. L'occasion était trop belle pour certains groupes financiers en s'appuyant sur des rivalités ethniques développées sinon créées par le colonialisme, de diviser un peu plus l'Afrique noire pour l'exploiter plus facilement.

Sauf coup de théâtre imprévu, l'Etat nigerian a virtuellement gagné la guerre. Dans quelques jours l'unité du Nigeria sera reconstituée. Pourtant cette victoire, les Nigerians, tous les Nigerians et pas seulement les seuls Ibos, risquent de la payer cher.

Le prix de l'unité politique du Nigeria ce n'est pas seulement le massacre d'une partie de la population Ibos. Ce sera aussi une division encore plus grande, même si elle est cachée par une unité de surface et imposée par la force, l'exacerbation de la haine et de la rancœur des vaincus envers les vainqueurs.

Aujourd'hui les impérialistes qui ont joué la carte de sécession biafraise l'ont abandonnée parce que perdante. Ils pourront, eux ou d'autres qui ont joué eux la carte de la Fédération (le gouvernement britannique soutient officiellement le Nigeria), la reprendre demain, en exploitant, armant et organisant le ressentiment des Ibos. Ou faire pression sur le Nigeria en menaçant de le faire.

Ainsi reconquise l'unité du Nigeria ne lui conférera pas une force plus grande face à l'impérialisme. Cela risque même fort d'être tout le contraire.

Et dans l'immédiat la consolidation de la « Fédération » exigera le maintien et le renforcement du régime de dictature militaire. Un régime qui ne se limitera pas au seul Biafra mais que devront supporter tous les peuples nigerians.

(Photo A.F.P.)

17 tonnes de lait ont quitté le Bourget pour le Biafra. Comparez cette « aide » de la France... au seul déploiement d'hommes, de matériels, de moyens de transports du défilé du 14 juillet.

LUTTE OUVRIÈRE
Directeur Publication
Michel Rodinson
Abonnements :
6 mois .... 15 F
1 an ..... 25 F
Abonnements de soutien :
6 mois .... 30 F
1 an ..... 50 F
Correspondance :
M. RODINSON
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince
PARIS-6e
Distribuée par les N.M.P.P.
Imprimerie MORIAME - Paris